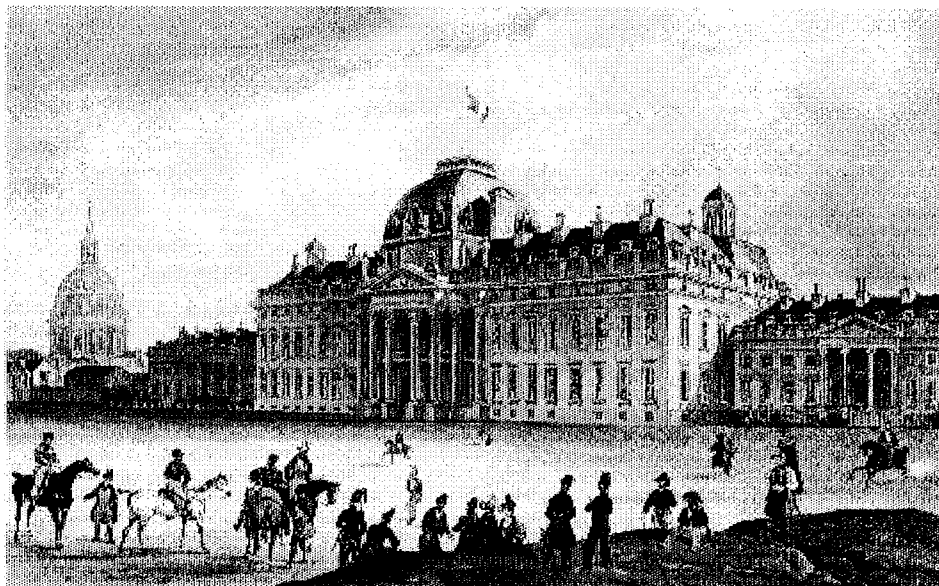


# GEOPOLITIQUE

Fiche mémoire individuelle



**Eugeniusz CEMPA, Capitaine de vaisseau  
(Pologne)**

**Les relations russo-polonaises**

## Introduction

Les bonnes relations entre pays limitrophes jouent un rôle significatif dans la vie internationale. Elles leur permettent de mieux se comprendre et de coopérer dans différents domaines.

Aussi peut-on se demander dans ce cadre: qu'en est-il des relations russo-polonaises?

Pour répondre à cette question, tout d'abord, nous verrons ce qu'elles étaient dans le passé jusqu'à la chute du mur de Berlin. Puis, nous montrerons comment elles ont évolué depuis 1989 jusqu'à aujourd'hui. Enfin, nous examinerons quel peut être leur avenir.

## Le poids de l'histoire

Si vous continuez à rêver d'une nation polonaise  
indépendante, ainsi qu'à toutes vos autres illusions,  
un grand malheur s'abattra sur vous.

(Nicolas Ier, tsar de Russie)

Il n'est pas agréable de se soumettre à l'hégémonie  
d'une nation encore sauvage et primitive.

( Czeslaw Milosz, écrivain et poète polonais,  
lauréat du prix Nobel )

L'histoire des deux pays est surtout faite d'irréductibles oppositions. La Pologne a d'abord triomphé de la Russie naissante puis, à son tour, a été dépecée, dominée et soumise à un empire brutal qui se croyait, à tort ou à raison, menacé par ce voisin de l'Ouest dont il craignait les velléités de puissance et le prosélytisme religieux.

La fédération polono-lituanienne des XIV<sup>ème</sup>, XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles englobait la plupart des territoires qui composent aujourd'hui l'Ukraine et la Biélorussie. Mais c'est seulement au XVII<sup>ème</sup> siècle, lorsque l'expansion impériale russe se tourna vers l'ouest, vers la Baltique et la mer Noire, que la Pologne devint sa cible principale.

En Occident, Pierre le Grand et Catherine II sont perçus comme des modernisateurs qui ont essayé d' » *européaniser* « la Russie. Pour les Polonais, l'européanisation de la Russie est synonyme de conquête. L'expansion impériale de la Russie en Europe a conduit à la perte de l'indépendance de la Pologne. Trois fois partagée entre 1772 et 1795, la Pologne catholique succomba à ses deux ennemis historiques: la Russie orthodoxe et la Prusse protestante.

Une fois neutralisée comme rivale, la Pologne devint une faiblesse interne de l'empire russe, son talon d'Achille. Les insurrections de 1830 et 1863 sont, à cet égard, annonciatrices des défis contemporains au *statu quo* impérial.

Aujourd'hui comme hier, les Polonais inscrivent leur lutte contre l'autocratie russe dans un cadre européen plus vaste.

Après la Première Guerre mondiale, la Pologne recouvre sa liberté le 11 novembre 1918. La Russie devenu l'URSS assure la continuité de cet héritage. Tout d'abord, l'Etat soviétique attaque la Pologne en 1920 sous le prétexte de l'impérieuse nécessité historique de la révolution mondiale. L'Armée rouge conduite par Boudienny et Toukhatchevski marche sur

Varsovie, mais elle est battue, lors de la bataille que les Polonais appellent « *le miracle de la Vistule* », par Joseph Pilsudski. Cette bataille assure la victoire finale aux Polonais. La nouvelle frontière polono-russe se situe plus à l'est de la ligne Courson que celle fixée par le partage de 1793.

Le premier septembre 1939, la Pologne est frappée par la machine de guerre hitlérienne, mais elle perd toute possibilité de se défendre, lorsque les troupes soviétiques envahissent l'est de la Pologne le 17 septembre 1939.

L'Union soviétique partage la Pologne en application du pacte Ribbentrop-Molotov en annexant ses territoires orientaux. Avec le pacte germano-soviétique de 1939 et la nouvelle partition de la Pologne qui en découle, les Polonais constatent de nouveau que l'URSS n'est qu'un simple prolongement de la Russie tsariste.

Pendant la guerre, en 1940, l'URSS massacre les meilleurs éléments de l'encadrement militaire polonais (50 000 officiers) à Katyn et en d'autres endroits du territoire soviétique. Ensuite, elle procède à des déportations massives de Polonais, surtout en Sibérie.

L'Armée rouge fait le siège de Varsovie insurgée en 1944, alors que les patriotes combattants sont exterminés par les Allemands. Tout cela explique qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne avait le sentiment qu'une occupation s'achevait pour être remplacée par une autre. La Pologne est le seul pays d'Europe qui n'ait pas été libéré en 1945.

Au lendemain de la guerre, enfin, Staline impose aux Polonais un pouvoir pro-soviétique fantoche qui tente de soviétiser le pays. Il n'est donc pas surprenant que toutes les crises ultérieures (en 1956, 1968, 1970, 1976, 1980-81) aient eu une forte connotation antisoviétique.

A la fin des années 80, Gorbatchev tente de modifier la perception de l'URSS. Mais, pour changer l'image de son pays, Gorbatchev doit affronter certains des aspects les plus déplaisants de la manière dont l'Union soviétique a traité ses voisins.

Il sait aussi que le crédit du général Jaruzelski dépend de sa capacité à se défaire de l'image de brutalité et d'anti-polonisme de l'Union soviétique. D'où la création d'une commission mixte d'historiens russes et polonais en 1987 pour examiner les « *taches blanches* » et les « *épisodes dramatiques* » de l'histoire des deux nations. Les historiens polonais soulignent les limites des tentatives de révision de l'histoire officielle. La tendance consiste à ne parler que des crimes directement attribuables à Staline et d'éviter les questions sur la politique soviétique après la fin de la guerre, car cela reviendrait à remettre en cause la légitimité du régime instauré par les Soviétiques.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les intellectuels polonais pensent que la réévaluation de l'histoire des rapports soviéto-polonais est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux communistes. Une lettre ouverte de soixante intellectuels polonais est alors adressée aux intellectuels soviétiques.

C'était peut être trop demander à Gorbatchev que de changer des attitudes établies depuis plus de deux siècles. Mais le progrès aurait déjà été énorme s'il avait pu, en s'aventurant dans le territoire imprévisible de l'histoire, aider à dissiper la thèse de la continuité entre la Russie tsariste et l'URSS.

Pour devenir crédible, la Russie devait être prête à affronter le passé.

La domination de la Russie sur la Pologne, jusqu'en 1989, était évidente. Pour les Polonais, la domination russe ne signifiait pas seulement la perte de leur souveraineté nationale, mais aussi le triomphe du despotisme oriental sur la démocratie. L'URSS, aux yeux des Polonais, n'a rien perdu de sa capacité à s'affirmer comme l'antithèse de la liberté, comme « *le gendarme du camp socialiste* » et comme la continuité de la Russie tsariste.

Les tentatives de Gorbatchev pour modifier la perception de la Russie ont été inefficaces. Mais, est-ce que les relations entre les deux pays ont changé au début de l'ère du post-communisme?

## L'ère du post-communisme

Le début de l'ère du post-communisme a été marqué par l'intention de créer de bonnes relations entre les deux pays, fondées sur le partenariat et le respect de la souveraineté de chacun. Or des obstacles sont apparus, surtout dans le domaine de la sécurité, mais pas seulement.

1989: le véritable bicentenaire de la Révolution française a lieu en Europe de l'Est. L'effondrement simultané du communisme et du mur de Berlin met fin à l'ordre européen issu de « Yalta ». En fait, il met fin à une Europe divisée, héritage de Staline et de Hitler.

Le « passage à l'Ouest » des trois pays de l'Europe Centrale (la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ), leur retrait du Pacte de Varsovie et, par là, leur sortie de la sphère soviétique (russe) sont naturellement ressentis douloureusement par leur ancien tuteur. La Russie subit ainsi dans cet espace « la défaite absolue de 1989 qui fait suite à sa victoire absolue de 1945 ».

Pendant les deux dernières années d'existence de l'URSS, les pays de « l'Europe de l'Est » s'efforcent d'effacer les traces du passé soviétique: négociations plus ou moins longues et difficiles sur le retrait de l'armée rouge; dissolution du Pacte de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle ( CAEM ); et, surtout, dénonciation des traités bilatéraux particulièrement contraignants qui les lient à l'URSS. Le 8 décembre 1991, l'URSS cesse d'exister en tant que « réalité géopolitique et sujet de droit international ».

En 1989, après l'élection législative, la Pologne commence à changer son système politique et son économie, surtout grâce à SOLIDARNOSC. Les réformes sont très profondes. Elles concernent la transition de l'économie d'Etat vers l'économie de marché et la privatisation. La Pologne entame sa « thérapie de choc ». Elle entre dans l'ère du post-communisme.

Depuis 1989 et plus encore depuis 1991, une chance historique semble s'offrir aux Russes et aux Polonais, au nom du destin partagé des victimes du soviétisme.

L'entrée dans l'ère du post-communisme s'est d'emblée caractérisée par la volonté manifeste des deux pays de régler leur contentieux historique et de bâtir des relations de bon voisinage. Mais en pratique, cela se révèle difficile.

Depuis l'implosion de l'Empire soviétique, la Pologne n'a conservé qu'une seule frontière commune avec son puissant voisin, à cause de l'enclave artificielle de Kaliningrad. La concentration des troupes russes dans cette enclave suffit à maintenir une inquiétude constante. L'instabilité et la versatilité des anciennes républiques limitrophes de la Pologne ajoutent encore à une conjoncture déjà perçue comme incertaine et fluctuante. De plus, la Russie essaye de tester la résistance de chacun autour de l'idée d'un corridor extraterritorial entre Kaliningrad et la Biélorussie via la Pologne. La Pologne s'oppose à cette idée.

La première urgence pour la Pologne de 1989 est de retrouver sa pleine souveraineté. Face à une URSS, certes affaiblie mais point défaite, les anciens pays satellites tentent d'abord de se regrouper.

Ainsi s'explique l'enthousiasme éphémère pour l'idée d'une communauté de destin en Europe centrale et pour le regroupement régional du « Triangle de Vysehrad » .

La Pologne cherche à cette époque des tuteurs occidentaux. Elle les trouve dans le couple franco-allemand, fortement mythifié: l'institutionnalisation du Triangle de Weimar lui donnera plus d'assurance sur la scène internationale.

Le premier pas pour couper tout lien de dépendance sera la dissolution du Pacte de Varsovie et le retrait des troupes soviétiques.

La doctrine stratégique est déjà modifiée sous le gouvernement de Mazowiecki: la frontière orientale n'est plus considérée comme absolument sûre et un certain nombre de troupes polonaises sont déplacées de l'Ouest à l'Est.

Parallèlement, le ministre polonais des Affaires étrangères, Christophe Skubiszewski lance une politique de rééquilibrage des rapports avec l'URSS en insistant sur la précision du calendrier du retrait des troupes et l'assainissement des relations financières.

L'URSS de son côté traîne des pieds, le retour des soldats au pays coûtant autant sur le plan économique que sur le plan moral dans la mesure où il matérialise la fin de l'Empire.

La date du retrait devient vite la pierre d'achoppement des négociations. Pour les Polonais, plus aucun soldat russe ne doit demeurer sur leur sol au delà de 1991, tandis que les Soviétiques réclament un étalement jusqu'en 1993. Le climat entre les deux pays ne s'améliore qu'après l'échec du coup d'Etat à Moscou. Le dossier du retrait des troupes, d'éminemment politique, devient alors technique.

On négocie davantage de compensations pour les installations qui restent en Pologne, ainsi qu'une baisse des indemnités réclamées par Varsovie pour le transit des troupes soviétiques d'Allemagne. Enfin, le 10 décembre 1991, est signé le traité d'amitié et de coopération entre les deux pays. En mai 1992 le président Lech Walesa rend une visite officielle à son homologue russe et obtient que les soldats russes, qui y stationnent encore, quittent le territoire polonais en novembre 1992.

Au cours de cette même année, la Pologne signe des traités avec tous les nouveaux pays limitrophes issus de l'ancienne URSS. Dans ce contexte, des voix s'élèvent en Pologne pour dire que le temps du pardon, comme il l'est pour l'Allemagne, est bel et bien venu.

Entre - temps, du côté russe, on avait fini par accepter en 1990 la demande polonaise de faire du crime de Katyn un « *test de vérité* », selon les propos de Lech Walesa, en reconnaissant publiquement l'entière responsabilité soviétique. Mais c'est seulement en octobre 1992 que le président Eltsine fournira aux Polonais les documents impliquant sans conteste l'URSS dans ce crime. Considéré à la fois comme un aveu tardif et une réparation morale indispensable, le geste du président russe a éliminé un obstacle symbolique de taille dans les relations russo-polonaises.

Dès le début de 1992, politiques, diplomates et experts russes de tous bords s'accordent pour définir la nouvelle politique étrangère du Kremlin. Celle-ci s'organise désormais autour de « *trois cercles concentriques* ». Le premier comprend les pays dits de « *l'étranger proche* » (autrement dit la Communauté des Etats indépendants-CEI); le deuxième, l'Europe centrale et orientale (que Moscou continue de désigner sous le nom de « *l'Europe de l'Est* », plus par volonté d'intégration de ces pays dans son espace que par ignorance de la géographie); le troisième, le reste du monde, qualifié parfois d'« *étranger lointain* ».

L'année 1993 s'annonce donc sous les meilleurs auspices. On s'attend, d'une part, à l'adoption d'un cadre juridique précis pour régler les relations entre les deux pays, d'autre part, à l'établissement de principes de coopération active. Plusieurs visites officielles sont programmées, notamment celle de Boris Eltsine en août 1993 à Varsovie, visite censée tirer un trait sur le passé et inaugurer une nouvelle ère. En effet, elle se conclut par la signature de plusieurs documents bilatéraux permettant d'envisager une telle perspective avec optimisme. Lors de la conférence de presse à la fin de sa visite, le président russe, interrogé sur sa position

quant à la demande polonaise d'adhésion à l'OTAN, déclare que la Pologne est souveraine et peut donc conduire une politique étrangère indépendante. De plus, la déclaration signée par les deux présidents contient une formule précisant que l'adhésion de la Pologne à l'OTAN « *n'est pas en contradiction avec les intérêts d'autres pays dont ceux de la Russie* ».

Pourtant, à partir de l'automne 1993, rien ne va plus entre les deux pays. De plus, les propos de Boris Eltsine ont été démentis dès le lendemain par son ministre des Affaires étrangères, puis par lui-même quelques jours plus tard.

Dès lors, Moscou va s'opposer systématiquement à tout élargissement de l'Alliance, à coups de déclarations brutales, maladroites et non argumentées, laissant ainsi le champ libre aux discours les plus extrémistes; puis par des propos plus subtils, plus « diplomatiques », mais tout aussi déterminés lorsque Evgueni Primakov prend la direction du ministère des Affaires étrangères en janvier 1996.

Entre - temps, en Russie, les réformes d'Egor Gaïdar ont échoué, et Eltsine est menacé, depuis les résultats des élections législatives de décembre 1993, par la montée du nationaliste Jirinovski. Cela se traduit, en politique étrangère, par un veto obsessionnel à l'adhésion de la Pologne aux institutions européennes de défense. La hiérarchie des objectifs russes vis-à-vis de la Pologne en est profondément affectée. Les discussions bilatérales sont repoussées au second plan: le conflit entre pêcheurs russes et polonais, l'affaire pénale des « *touristes* » russes rossés par des policiers (gare de l'Est à Varsovie), ou encore le litige concernant l'Eglise polonaise de Moscou sont restés longtemps en souffrance.

Par contre, la diplomatie russe s'insurge violemment à chaque fois que la Pologne déclare que l'indépendance de l'Ukraine est une des garanties de la souveraineté polonaise.

Malgré la venue au pouvoir en Pologne (septembre 1993) d'une coalition des partis issus de l'ancien régime, l'orientation pro-occidentale de la politique du pays est confirmée. Les ex-communistes prétendent seulement être plus à même de dialoguer, et de comprendre les Russes. Néanmoins, la visite du nouveau président polonais, l'ex-communiste Kwasniewski, à Moscou, au tout début de son mandat, n'illustre pas une telle disposition. Elle est critiquée par l'opposition polonaise comme parfaitement inutile.

Toutefois, l'intégration à l'OTAN demeure pour les Polonais, soucieux d'assurer leur sécurité après l'effondrement du monde communiste, une priorité politique.

L'objectif fondamental de la politique polonaise de sécurité est d'assurer à l'Etat les conditions d'un développement pacifique. Dans la situation politique, économique et militaire de l'Europe d'aujourd'hui, la sécurité peut être garantie à la Pologne par :

- son inclusion dans les structures européennes de sécurité, avant tout l'OTAN et l'UEO;
- sa participation aux activités de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe;
- de bonnes relations avec les Etats voisins;
- l'intégration dans les structures politiques et économiques de l'Europe occidentale (Union Européenne);
- le perfectionnement de son propre système de défense.

Tandis que l'intransigeance russe s'accroît proportionnellement à la montée des frustrations du peuple russe, pauvre et humilié par la chute de l'Empire, l'attitude polonaise reste nette et ouverte. Les Polonais pensent que la politique, en matière de sécurité, ne doit pas se construire contre la Russie ni sans elle, mais qu'elle doit reposer sur une association cohérente, ne servant pas aux Russes de véhicule à l'ingérence.

Pour l'instant, la Russie a atteint son but. L' « *Acte fondateur* », signé à Paris le 27 mai 1997 par les présidents Eltsine et Clinton, permet, certes dans des conditions nettement

inégalitaires, aux Etats-Unis et à la Russie de restaurer *mutatis mutandis* un condominium de fait sur les affaires européennes. Cet accord et les perspectives d'élargissement de l'OTAN qui en découlent conduisent, en effet, à consolider les positions américaines sur le Vieux Continent et permettent à la Russie de conserver l'illusion d'un contrôle sur son ancien glacis.

Quelques jours après, le 8 juillet 1997, le sommet de l'OTAN à Madrid a confirmé l'invitation faite à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque d'adhérer à cette organisation. La Pologne a atteint son but: pouvoir s'intégrer pleinement à l'OTAN dans quelques années.

Les rapports entre la Russie et les pays de l'Europe centrale et du Sud-Est n'en restent pas moins à normaliser et sans doute faut-il s'attendre, dans les mois à venir, à ce que Moscou réoriente ses relations avec ses anciens alliés. Mais une telle normalisation n'a des chances d'aboutir que si la Russie s'engage enfin sur la voie démocratique.

## L'avenir

Dans la situation actuelle, la Pologne ne se sent menacée par aucun des Etats existants. Néanmoins, cela ne signifie pas que les Polonais soient complètement tranquilisés au sujet de leur sécurité.

Premièrement, ils sont inquiets de par le fait qu'ils se trouvent dans une zone ayant un statut de sécurité autre que celui des régions contiguës à la Pologne, à l'ouest et à l'est. En effet, aussi bien l'OTAN que la Russie, ou plus largement la CEI, sont en état d'assurer leur sécurité. Alors que la Pologne et les autres Etats de l'Europe centrale n'ont pas cette possibilité et sont, jusqu'à présent, livrés à eux-mêmes.

Deuxièmement, certains indices, liés à la situation de l'Europe de l'Est en général et de la Russie en particulier, suscitent des inquiétudes en Pologne. L'Europe de l'Est est une zone instable, déchirée actuellement par des conflits divers. Il existe également des signes laissant présager que de nouveaux foyers de tension ,pourraient bientôt apparaître.

La source d'instabilité réside notamment dans les intérêts nationaux des nouveaux Etats, qui connaissent des tensions internes, tensions qui se répercutent dans leurs relations entre eux et avec la Russie.

Un autre danger pour la sécurité de la Pologne et de la région d'Europe centrale, provient de la grande quantité d'armes nucléaires se trouvant sur le territoire de la Fédération Russe. Les Polonais ont des raisons d'estimer que dans bien des cas ( ceci concerne surtout les moyens tactiques ) l'état technique de ces armes et le contrôle exercé sur elles laissent beaucoup à désirer.

Par ailleurs, divers indices manifestent la volonté de la Russie de poursuivre une politique d'expansion, de type néo-impérial. De ce fait, il n'est donc pas exclu qu'à l'avenir, dans une situation internationale plus avantageuse, la Russie tente de reconstituer sa zone d'influence ou une zone d'intérêts, essayant d'y inclure la Pologne, ce qui entraînerait une limitation de la souveraineté de cette dernière. Si l'on évoque les moyens et les méthodes utilisés, par exemple pour résoudre le problème de la Tchétchénie, où les droits de l'homme ont été maintes fois violés, il n'y a rien d'étonnant à ce que la Pologne, et pas seulement elle, suive avec inquiétude les mesures prises par sa grande voisine orientale.

La dissonance majeure entre la Pologne et la Russie concerne le domaine de la sécurité. La volonté polonaise de rejoindre l'OTAN est considérée par la Russie comme une continuation du processus devant priver la Russie du statut de grande puissance, ceci afin de la marginaliser.

D'autre part, dans les milieux politiques et militaires de la Russie, on continue de percevoir l'OTAN selon la logique de la guerre froide, et aucune force politique ne voit le besoin de modifier l'image déformée de l'Alliance.

Les tentatives pour entreprendre la discussion sur ce sujet sont d'autant plus difficiles avec les Russes que les Polonais ne sont pas avec eux dans une relation de partenariat. La Russie cherchera à garantir ses intérêts en matière de sécurité au détriment des Polonais. Elle profite du fait que l'Occident a peur d'accueillir dans ses structures des Etats en litige avec la Russie, et elle exagère publiquement les petits incidents qui se produisent entre voisins. Pour les Polonais, cela durera longtemps, aussi longtemps que l'appartenance ou la non-appartenance de la Pologne aux structures occidentales de sécurité ne sera pas définitivement résolue.

D'autre part, la concentration d'une importante quantité d'armes et de forces armées dans l'enclave de Kaliningrad est un facteur de risque pour la Pologne. Les Polonais comprennent les raisons de cette importante concentration de troupes et d'armements dans cette zone. Toutefois, ils espèrent que, plus grande sera l'amélioration de la situation économique, sociale et militaire de la Russie, plus le nombre des forces stationnées dans l'enclave sera proportionnel au territoire.

Le fait que la Pologne se tourne vers l'Occident, vers ses valeurs démocratiques et ses structures politiques et militaires, ne correspond pas chez elle à un désir de rompre ses relations actuelles avec l'Est, et surtout pas une volonté de s'isoler de la Russie.

Elle ne peut, même si elle le voulait, s'isoler de cet Etat-continent, seconde puissance nucléaire dans le monde. La Russie restera toujours le plus grand voisin de la Pologne. Pour les Polonais, les relations avec elle ont une importance fondamentale, vitale en matière de sécurité et certainement aussi, dans un proche avenir, en matière économique. Le but de la Pologne est de maintenir les meilleurs rapports avec la Russie, mais aussi de conserver sa souveraineté intacte et d'être dans une relation de partenariat, ou bien de refuser tout rapport.

Les intérêts nationaux de la Pologne n'ont pas à se conformer aux objectifs de la politique de la Russie.

Néanmoins, les Polonais sont conscients que leurs intérêts et leur recherche de garantie en matière de sécurité ne peuvent être en contradiction avec l'orientation principale en l'Occident, qui consiste à stimuler et consolider toute avancée démocratique en Russie. C'est aussi l'objectif de la Pologne.

C'est pourquoi le but de la Pologne est de s'associer aux efforts politiques visant à instaurer des relations de partenariat avec la Russie.

La Pologne ne peut que gagner à la participation de la Russie au programme du « *Partenariat pour la paix* », à son accession parmi les Etats les plus industrialisés, à l'établissement de relations stratégiques spéciales avec les Etats-Unis et l'OTAN, ainsi qu'avec l'Union européenne.

Pour la Pologne, une Russie riche, puissante et démocratique n'est pas un danger. Le danger, c'est plutôt une Russie affaiblie, expansionniste, autoritaire ou anarchique.

En raison de son potentiel économique, de ses ressources en matières premières et du marché qu'elle représente, la Russie est et restera un partenaire économique important pour la Pologne. L'impulsion pour intensifier la coopération économique peut provenir de la construction du gazoduc Jamal-Europe occidentale, celui-ci traversant le territoire de la Pologne.